

## 2

### La France : Quête de connaissances, débats et engagement militant

---

« ... il faut aller apprendre chez eux l'art de vaincre sans avoir raison ».

Cheikh Hamidou Kane, *L'Aventure ambiguë*, Paris, 10/18, p. 47.

- A. Ngaidé :** Vous deviez, fatalement, comme vous le dites aller en France poursuivre vos études. Parlez-nous des préparatifs, des formalités et de vos sentiments à la veille de ce départ.
- A. A. Dieng :** Je suis allé en France après avoir réussi mon concours d'entrée à l'École nationale de la France d'Outre-mer (ENFOM). Ainsi, je devenais de facto fonctionnaire français. J'étais donc étudiant avec le statut de futur haut fonctionnaire. Je n'ai pas eu beaucoup de problèmes parce que mon statut me permettait de me loger et heureusement pour moi et pour ceux d'entre nous qui avaient le même cursus. Mais j'ai passé trois semaines à Antony en tant que « clando » avant d'avoir une chambre à la France d'outre-mer, chambre que je partageais avec Ousmane Camara. Quand il est parti rejoindre sa chambre individuelle Abdou Diouf l'a remplacé.

Nous occupions la chambre 238 qui est devenue par la suite très célèbre. En effet, elle était devenue le lieu de rencontre de beaucoup d'étudiants en particulier Oumar Wane, Joseph Van den Reysen, Birane Wane, Joseph Mathiam etc. Osendé Afana, un étudiant camerounais était hébergé dans cette chambre durant les congrès de la FEANF. Il était membre de l'Union des Populations du Cameroun (UPC<sup>1</sup>). Avec lui, je discutais beaucoup du contenu du livre de Georges Balandier. Fang du Cameroun, Afana était intéressé par les positions de ce sociologue français sur son ethnie. Nous discussions très souvent sur l'usage des langues africaines dans le domaine politique. Il envisageait de soutenir une thèse sur l'économie cacaoyère. Il finira par se résoudre à publier un livre aux Éditions Maspéro. Il sera malheureusement assassiné par les troupes d'Ahidjo.

Je dois signaler que je connaissais déjà la France. La France n'était pas une inconnue pour moi. J'y ai transité à plusieurs reprises pour aller aux [congrès de](#)

l'UNEF (Union Nationale des Étudiants de France) en 1956 à Strasbourg. D'ailleurs c'est là que je voyais pour la première fois Roger Garaudy. Il représentait le parti communiste français à ce congrès. Je passais pour aller à Prague, Vienne, en Union Soviétique et faire des visites qui dureraient presque un mois. Donc ma venue en France ne pouvait épouser le parfum d'une première découverte. Cependant, un seul problème nous préoccupait, la peur de s'abandonner à la paresse et ne pas suivre les cours. En effet, certains d'entre nous, une fois arrivés, « hibernaient » tout l'hiver. Par conséquent, il fallait se battre pour être un étudiant sérieux, studieux et poursuivre des études régulières. Heureusement que mon intégration à l'école nationale a été un facteur favorable parce que c'était une école dans laquelle on était surveillé. On nous soumettait à des examens réguliers et nous étions interrogés au jour le jour. Une fois une matière enseignée on devait faire un examen écrit ou un oral ou les deux à la fois.

Dès lors, il était, pour moi judicieux d'être sérieux. Cette rigueur m'a permis de surmonter les difficultés. Mais je ne suis resté à Paris que l'année 1957-1958. Je suis revenu à Diourbel pendant les vacances, à la veille du référendum de septembre 1958 pour préconiser le vote en faveur de l'indépendance des pays africains et tenir des conférences. Cette attitude était absolument intolérable pour l'administrateur français. L'administrateur de la France de Diourbel, Lafay qui avait servi d'abord à Labé en Guinée a commis un rapport demandant à la direction de mon école de m'exclure.

En effet, l'administration avait jugé que mon attitude était incompatible avec mon statut de haut fonctionnaire. Mais les autorités sénégalaises ont vite réagi Mamadou Dia et Senghor étaient opposés à cette décision qu'ils considéraient comme dirigée contre les parlementaires sénégalais parce qu'en ce moment là le gouvernement français favorisait Houphouët Boigny au détriment de Léopold Sédar Senghor. Ils ont donc protesté contre cette décision d'exclusion des jeunes qui manifestaient leur opposition au référendum.

Ensuite, nous avons même été avec le président de l'Association des élèves de l'ENFOM, Desoy voir Senghor qui résidait dans un appartement situé au 2, rue Alexis Tocqueville à Paris. Le député du Sénégal nous a dit que la décision de nous exclure était injuste et qu'elle aurait dû être cassée par le Conseil d'État si jamais on faisait un recours. Mamadou Dia indigné a proposé qu'on me maintienne comme auditeur libre avec le statut de fonctionnaire sénégalais. C'est-à-dire qu'on devait nous traiter comme des fonctionnaires. Je signale que je n'étais pas seul à être renvoyé de cette école. C'était le cas de Diallo Naha qui avait le tort d'être secrétaire général de la section de l'Union démocratique sénégalaise (UDS) de Kaolack. Il n'avait pas encore passé le concours A, B, C. Il était élève stagiaire nommé par le gouvernement sénégalais.

Donc nous avons été exclus sur ces entre-faits. Quand le chef du gouvernement a voulu me réintégrer, j'ai refusé purement et simplement malgré la demande pressante de mon père qui m'intimait de regagner l'école. En effet, mon père voulait que je reste, mais je lui ai dit que je ne le ferais pas. J'avais

découvert que j'étais dans un lieu qui était celui des oppresseurs et que dans ces conditions, il m'était inconcevable de continuer. C'est ainsi que je suis resté à Paris pour préparer trois diplômes d'études supérieures que j'avais déjà entamé quand j'étais à « Colo » comme on avait l'habitude de dire.

Après mon renvoi de l'ENFOM, les camarades de la FEANF m'ont proposé le poste de vice-président aux affaires culturelles. J'étais devenu membre du bureau exécutif présidé par Hamat Bâ. Ousmane Camara devait être le vice-président aux affaires extérieures. Diallo Naha a lui accepté de réintégrer l'ENFOM en qualité d'auditeur libre.

**A. Ngaidé :** Quels sont les différents acteurs que vous avez trouvés sur le terrain en arrivant en France pour poursuivre vos études ?

**A. A. Dieng :** De quels acteurs s'agit-il ? Des étudiants militants ? Il y avait surtout Ousmane Camara que je connaissais très bien. Nous étions des amis d'enfance et nous habitions la même chambre à la cité universitaire (la 238). C'est là d'ailleurs que nous tenions les réunions d'un noyau du PAI (Parti Africain de l'Indépendance). On faisait des exposés.

Je me souviens encore de l'exposé d'Ousmane Camara intitulé : « Que faire de Lénine ? ». Et nous étions de grands lecteurs des *Principes du Léninisme* de Staline qui était un résumé de la pensée de Lénine avec tout ce que cela comporte comme principes dogmatiques et en même temps nous brandissions, à titre de viatique, *Les principes élémentaires de la philosophie* de Politzer comme souligné plus haut.

Je tiens à faire un témoignage sur mon ami. En effet, Ousmane Camara était un homme curieux et avide de connaissances. Il lisait beaucoup et surtout des romans policiers. Il lisait aussi des journaux humoristiques comme le *Canard enchaîné*, *l'Express*, des revues comme *L'Esprit*, *Les Temps Modernes* de Jean-Paul Sartre. D'ailleurs c'est durant cette période cruciale que je l'ai vu lire un ouvrage qui nous a beaucoup marqué *Portrait du colonisé* (1957) d'Albert Memmi, un juif tunisien. Des extraits entiers étaient publiés dans les deux revues : *L'Esprit* et *Les Temps Modernes*. La revue *L'Esprit* était produite par les catholiques alors que la revue *Les Temps modernes* était gérée par Jean-Paul Sartre. C'est pour dire tout simplement que cet ouvrage a obtenu des supports pour une large diffusion des idées qui y étaient contenues et, par conséquent, il ne pouvait échapper à notre vigilance.

Je rappelle que je courais les conférences avec Ousmane Camara. Je me souviens encore de cette conférence sur « La pensée de Charles Maurras » tenue aux Sociétés Savantes, boulevard Saint-Germain, Paris 6<sup>e</sup> pour assister à une conférence. Dès que nous sommes entrés dans la salle nous sommes apparus comme insolites. Et quelqu'un de nous approcher pour nous dire : « Comment avez-vous appris la tenue cette conférence ? ». Nous lui avons répondu que nous l'avons appris par voie de tract. Mais dès les premiers propos tenus par le professeur venu d'Orléans, nous avons compris et nous nous sommes précipités pour sortir de la salle.

En effet, le professeur disait : « La France n'est pas bien gouvernée, il faut rétablir la monarchie ». C'était des militants de Jeune Nation qui, très souvent, persécutaient les Arabes et les Noirs. Donc c'est dire que venant de Dakar, nous étions avides de connaissances, toujours prêts à défendre les Africains en disant qu'ils ont une culture, qu'ils sont bâtisseurs de civilisations. Ils ont une histoire etc. Parce qu'on les accusait d'être sans histoire et sans culture. C'est cela qui explique notre goût effréné de vouloir nous battre à l'intérieur de l'histoire en montrant que celle de l'Afrique est brillante et qu'elle est fastueuse. Mais indépendamment de ce combat aussi, nous continuions de courir derrière la recherche de la connaissance indispensable pour continuer notre combat. Nous assistions aux conférences d'André Ribart qui est un préfet progressiste; qui a écrit un ouvrage qui se trouvait dans la bibliothèque de beaucoup d'étudiants africains et qui s'appelle : *La prodigieuse histoire de l'humanité*. Cet ouvrage a été publié en 1946. Et nous assistions aux conférences organisées soit aux Sociétés Savantes, soit à la Mutualité non loin de la librairie Présence Africaine.

Donc Paris était pour nous un lieu de conquête du Savoir voire de la civilité. C'est pourquoi d'ailleurs Ousmane Camara et moi nous allions souvent au théâtre TNP (Théâtre national populaire) pour voir de grandes pièces avec Maria Casarès interprétant *Phèdre*<sup>2</sup> etc. Et c'est aussi un lieu où officiait un homme Louis Jovet que nous connaissions à peine au lycée Faïdherbe parce que Pierre Ringel qui était en tournée en Afrique avait fait du théâtre pour les jeunes que nous étions et il nous parlait beaucoup de ses rapports avec Louis Jovet... Ce dernier a d'ailleurs préfacé son livre publié après sa tournée d'un mois en Afrique. Il l'a intitulé : *Molière en Afrique*, quelque chose comme ça... C'est la première fois que nous voyions de façon concrète Louis Jovet jouer des pièces de théâtre.

Jusque-là, on mémorisait simplement les paroles, mais on ne voyait pas comment le jeu pouvait se faire. Là, je souligne que c'était l'une plus grandes faiblesses de l'enseignement colonial. C'est-à-dire que ceux dont on parle on ne les connaît pas concrètement ; c'est comme la neige dont on entendait parler.

- A. Ngaidé :** Au-delà de la personnalité d'Ousmane Camara qui vous était très proche, votre ami d'enfance... Est-ce que vous aviez d'autres acteurs avec lesquels vous échangez ? Quel était leur état d'esprit au moment où vous viviez en France ?
- A. A. Dieng :** J'ai tissé des relations personnelles et culturelles, si je puis dire, avec Osendé Afana qui était un membre de l'UPC (Union des populations du Cameroun) comme je l'ai dit tantôt. Osendé était intéressé par l'économie cacaoyère sur laquelle il voulait faire sa thèse. Il avait, comme beaucoup d'entre nous, lu le livre de Balandier *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*.<sup>3</sup> Il était très intéressé par ce sujet d'autant plus qu'il était Fang. Or, Georges Balandier avait étudié les réactions des peuples Fang et Bacongo de Brazzaville face au colonialisme. Georges Balandier a essayé de voir leurs rapports au système colonial. Or, Osendé était un Fang camerounais. On discutait beaucoup des langues et de la

possibilité de transposer les concepts scientifiques français dans les langues africaines ; et nous mesurions les difficultés que nous pouvions rencontrer avec ce volontarisme linguistique. D'un autre côté aussi, il était intéressé par toute la littérature qui était consacrée au cacao. D'ailleurs tout cela débouchera sur un livre qu'il publiera et qui s'appelle : *L'économie ouest-africaine*. Dans ce livre, on voit déjà l'influence de la pensée marxiste et singulièrement la pensée de Mao. Parce qu'il s'intéressait aux classes sociales et au régime de l'époque qu'il avait qualifié de féodal, qualificatif très contesté. Il qualifiait ainsi les *Lamidas* de Peuls du Cameroun.

En dehors de lui, j'étais très attentif aux cours d'ethnologie de Paul Mercier. C'est avec lui que j'allais découvrir le monde anglo-saxon. Il nous disait toujours qu'il ne fallait pas que nous soyons des ethnologues de fauteuil... Il avait une très bonne connaissance de la langue anglaise. Beaucoup de textes de *Présence Africaine* étaient traduits de l'anglais au français par ses soins. Cependant, il avait une voix désagréable. Il développait beaucoup d'énergie verbale. Mais malheureusement le « salonnard » de Balandier l'a éclipsé. Il était brillant, il savait faire des réparties. Ils avaient écrit à l'époque en 1952, ne l'oublions pas, un ouvrage ensemble qui s'intitule : *Particularisme et Évolution : les pêcheurs Lébou* dans le cadre de l'IFAN de Saint-Louis.

L'historien Henri Brunschwig (un Alsacien) qui était un français très nationaliste bien entendu de par sa judaïté m'a aussi captivé. Il nous parlait de la France qu'il avait choisie au temps de l'annexion de l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne en 1870 suite à la défaite de la France. Mais il était, dans ses premiers travaux historiques, assez progressiste. Mais bien après il deviendra très conservateur. Il nous agaçait toujours avec sa formule : « La décolonisation stade suprême du capitalisme » parodiant évidemment Lénine. Cela m'agaçait. Je lui portais la contradiction ; ce que n'appréciaient pas d'ailleurs mes camarades qui me demandaient de faire attention. Mais ce n'était pas mon problème.

Notre professeur de sociologie urbaine, le gouverneur Robert de Lavignette m'avait aussi beaucoup marqué. Il s'est beaucoup attardé sur *Ville cruelle* d'Eza Boto, c'est-à-dire le livre d'Alexandre Biyidi, devenu par la suite Mongo Béti. L'auteur opposait Tanga Nord, Tanga Sud, les Européens et les Africains. Il était très lyrique parce que c'était un écrivain. Il nous disait toujours qu'il détestait par exemple les cheminées, c'est-à-dire l'industrialisation et qu'il préfère que l'Afrique restât agricole et pastorale. Il avait de ces formules qui nous faisaient souvent sourire ou rire comme par exemple : « L'Afrique est un vaste cimetière d'enfants sur lesquels trônent les champions de l'existence : les vieillards ». Il aimait beaucoup ces types d'envolées, néanmoins il était très pédagogue. Il avait dirigé aussi beaucoup de mémoires. Parce qu'en étant à l'ENFOM on était obligé de rédiger des mémoires de fin d'études. C'est dans ce cadre d'ailleurs qu'il encadrait pas mal d'élèves comme les Babacar Bâ et d'autres dont j'ai oublié le nom. Mais en dehors de cela ce qui m'avait frappé dans les cours, c'est qu'on faisait des statistiques, de la comptabilité et des séances sur les partis

politiques dont on était dispensé. Mais moi je suivais les cours du professeur Maurice Duverger. Il était séduisant avec des conversations agréables.

En effet, son cours était ponctué d'anecdotes. Il avait une grande admiration pour le Général de Gaulle qui était le personnage central de l'époque, puisque de Gaulle a pris le pouvoir et occupait le devant de la scène. Il était à la fois grand de taille, mais aussi par sa renommée internationale. Comme disait Ousmane Camara : « Il va faire des enjambées en Afrique pour porter la bonne parole française et empêcher les gens de voter non ; c'est-à-dire de voter pour l'indépendance ».

**A. Ngaïdé :** Quels étaient les thèmes de vos débats et les initiatives que vous preniez devant la réalité coloniale en France ?

**A. A. Dieng :** Les débats tournaient autour de la recherche, et par tous les moyens, des civilisations africaines, des démocraties africaines, de la philosophie africaine. C'est ainsi que beaucoup étaient enthousiasmés par le livre du Révérend Père Placide Tempels *La philosophie bantoue*. Les gens disaient que les Toubabs nous ont gratifiés d'une philosophie à nous Africains. A la même époque vers les années 1955, Assane Sylla qui travaillait à l'IFAN avait écrit *La république léboue* comme je l'ai dit à l'instant. Laquelle république fut une « trouvaille » française. Assane Sylla argumentait que ce sont les Français qui l'ont dit. D'ailleurs c'est Raffanel qui l'a dit pour la première fois. Mais il ne suffit pas qu'un Blanc dise quelque chose pour que ce soit vrai ! C'est l'une des raisons pour lesquelles Cheikh Anta Diop était très critique à l'égard de cette thèse. Cheikh Anta Diop a soutenu que c'est une monarchie religieuse, mais pas une république à proprement parler. Ensuite que ladite république léboue est contrôlée par les familles : les Dial Diop etc. C'est à la même époque que Baïdy Ly nous a fait une conférence sur la « démocratie *deenyanké* » comme je l'ai souligné dans la première partie de notre discussion.

**A. Ngaïdé :** Rebondissons sur vos débats en France....

**A. A. Dieng :** Enfin, nos débats, en France, portaient essentiellement sur le marxisme.

**A. Ngaïdé :** Étiez-vous marxiste ?

**A. A. Dieng :** Non je n'étais pas marxiste. Tu sais, on me traitait même d'anti-communiste, d'antisoviétique parce que j'ai l'esprit très critique. En fait, je ne voulais pas m'enfermer dans une doctrine déterminée d'avance. La preuve : j'ai milité au Parti communiste à peine 8 mois avec Ousmane Camara avant de démissionner. Et nous n'avons plus renouvelé nos cartes. Ils cherchaient à nous astreindre à vendre *L'Humanité*, nous faire jouer le rôle d'ouvriers. Je leur ai dit que moi je ne suis pas un ouvrier.

Je ne me vois pas porter le bleu de chauffe. Je ne suis pas non plus paysan. Je suis un petit bourgeois intellectuel. Je suis un urbain issu de la deuxième génération. Dans ces conditions vraiment vous pouvez continuer à discuter de

vos problèmes mais ça ne me concerne pas, moi je vais chercher une autre voie. C'est dans ce cadre là que nous avons cessé et nous avons repris la quête du savoir un peu partout. L'attitude du Parti communiste français à l'égard du problème de l'indépendance était très discutée dans nos cercles.

Par exemple, le problème de l'indépendance de l'Algérie n'a jamais été admis par le Parti communiste. C'est au dernier moment que les communistes français ont admis le Fait national algérien. Ils avaient même traité les nationalistes algériens de provocateurs quand ils ont lancé leur mouvement en 1954. On accusait les dirigeants de ce mouvement d'être des agents américains.

Là, c'est le chauvinisme français qui s'exprimait parce tout simplement il n'y a pas un parti aussi nationaliste à souhait que le Parti communiste français avec toujours son slogan : la France ceci, la France cela... On nous tympanisait avec la Révolution française qui dit-on a joué un rôle très important dans la trajectoire du monde. Tout cela était, bien entendu, très discuté dans nos milieux. C'est pourquoi il y avait des personnes réticentes par rapport à ce discours. En même temps, beaucoup de gens rejetaient le centralisme démocratique. C'était tout simplement un centralisme et non de la démocratie.

Les discussions n'étaient pas approfondies ce sont les dirigeants qui tranchaient les questions de manière dogmatique. Tout cela n'était pas compatible avec l'esprit petit bourgeois intellectuel, étudiant contestataire qui ne respecte absolument rien et qui transgresse les dogmes établis et pensés comme incontestables.

Indépendamment de ces débats sur le marxisme, il y avait aussi d'autres débats qui tournaient autour de la négritude qui était très critiquée. Mais il faut avouer aussi que nous avions une admiration presque « religieuse » pour Aimé Césaire qui était membre du Parti communiste français jusqu'en 1956 c'est-à-dire au moment des événements de Hongrie. Il fascinait les étudiants africains. Les gens lisaient ses poèmes, par contre Senghor n'était pas beaucoup lu. Quelques rares africains lisaient ses poèmes. Il faut noter ici une chose intéressante, c'est que les gens étaient réticents par rapport à la notion de race. La race noire ! C'est pourquoi ils étaient un peu dubitatifs par rapport à Présence Africaine. Parce qu'Alioune Diop, malgré son nationalisme, était resté prisonnier du culturel et du civilisationnel.

Les gens se méfiaient beaucoup d'autant plus qu'il était devenu chrétien. On le soupçonnait d'être trop en rapport avec le Mouvement républicain et populaire (MRP) dirigé à l'époque par Georges Bidault, un historien. Le MRP était un mouvement extrêmement réactionnaire qui avait organisé les États généraux de la colonisation. Les gens étaient très gênés parce que Georges Bidault était considéré comme un nationaliste incontestable et très sympathique.

Je me souviens qu'André Ribard avait dénoncé Alioune Diop en disant à peu près ceci : « Voilà un africain qui glorifie le fait qu'on ait nommé un premier archevêque africain. Or, disait-il, Alioune Diop n'a rien compris. Il ne sait pas ce qui se passe dans les caves du Vatican ».

Je dois rappeler, en passant, que les conférences d'André Ribard permettaient à tous les Africains de se retrouver tous les premiers lundis de chaque mois.



En définitive, les problèmes de races étaient au centre de nos discussions. Et je me souviens très bien de nos débats autour du panafricanisme aussi. En effet, quand on parlait de panafricanisme, nous voulions tout simplement faire la distinction entre le panafricanisme et le pan-négrisme. Mais cette distinction n'était pas facile à faire car les deux mouvements tendaient à se recouvrir dans leurs principes fondamentaux.

**A. Ngaidé :** Justement, comment l'idéal panafricain est-il né au sein de cette diaspora qui était en train de se constituer à Paris ?

**A. A. Dieng :** En réalité, comme tu le sais déjà, cette idée panafricaine a été répandue par des gens qui étaient arrachés de leur continent. C'est-à-dire les Caribéens, les Américains noirs ou mulâtres... C'est de là que l'idée est partie. Il faut rappeler qu'ils ont beaucoup écrit sur l'Afrique plus que les Africains eux-mêmes ; parce que ces derniers ne pouvaient pas encore le faire car ils venaient tout juste d'entrer à l'université. Leur porte-parole était Georges Padmore. Padmore a écrit *Panafricanisme ou communisme (Panafricanism or communism)*. Il était évidemment marxiste. Il a travaillé même pour la IIIe internationale. Mais il a divorcé avec le communisme. L'un de ses adversaires a été Marcus Garvey. Garvey se prenait comme une sorte de prophète. Je dois souligner, qu'il était très admiré par le président Nkrumah. Pour s'en rendre compte, il suffit de lire ce qu'il dit de lui. Vous comprendrez quel était son degré d'admiration pour Marcus Garvey et cela est si vrai que ce dernier a influencé directement la politique de Nkrumah. En ce sens que la compagnie de navigation de Nkrumah s'appelait la « Black Star » ainsi que son équipe de football aussi s'appelait le « Black Star ». La « Black Star » était l'emblème de Garvey quand il voulait monter sa compagnie de navigation pour rapatrier les « Nègres » en Afrique. Mais il a, finalement, connu une faillite qui lui a coûté excessivement cher. Il y avait aussi un côté mystique chez lui ; c'était un « remueur » de foule. Ce n'était pas un intellectuel de la trempe de W. E. B. Dubois. D'ailleurs W. E. B. Dubois le détestait.

Donc c'est à cette époque qu'il nous fallait définir notre position vis-à-vis de la diaspora. Nous avions aussi les Arabes de France qui formaient une diaspora, mais eux parlaient de panarabisme, de panislamisme ... Nous faisons une distinction avec le panafricanisme qui nous a été légué par les « anciens » Africains, alors que nous n'avions pas les mêmes problèmes. Nous commençons à être très conscients que ce nationalisme ne peut être qu'endogène et ne pouvait pas venir de l'extérieur. Mais on s'appuyait sur ces figures pour démontrer que les Africains pouvaient être aussi des producteurs de savoir comme par exemple W. E. B. Dubois ou d'autres qui ont beaucoup écrit. Il s'agit entre autres des chercheurs comme l'Haïtien Joseph-Anténor Firmin qui a écrit *De l'égalité des races humaines (Anthropologie positiviste)*<sup>†</sup> pour répondre à Arthur Gobineau, l'auteur de *L'Inégalité des races*. Membre de la société d'Anthropologie de Paris, il défendait la thèse de l'Égypte nègre.



Nous nous sommes réunis à quatre au Pavillon de la France d'Outre-mer de la cité universitaire, boulevard Jourdain dans le 14<sup>e</sup> arrondissement : Ousmane Camara, Pape Ndiaye Soulèye, Papa Gallo Thiam<sup>5</sup> et moi-même. Nous avons planché sur l'ouvrage de Georges Padmore qui n'était pas encore traduit en français. Donc nous passions des nuits et des nuits à lire pour produire un document que nous avons intitulé : « Les étudiants africains et l'unité africaine ». J'ai publié ce document dans le second tome de mon livre consacré à la FEANF<sup>6</sup>. Nous démontrions que nous étions anti-impérialistes. Ce qui nous importait le plus c'est la lutte anti-impérialiste, ce n'était pas les questions de couleur et qu'à la limite quelqu'un pouvait être blanc et être notre allié et que quelqu'un peut être noir et être notre ennemi. Nous prenons l'exemple de Moïse Tshombé. Moïse Tshombé n'est pas notre frère, mais Fidel Castro oui. C'était la formule consacrée à l'époque. Bon, c'était à l'emporte-pièce, mais ça veut dire ce que ça veut dire : cette récusation de la question de la couleur, l'idéalisation du monde noir ...

Tous les Noirs sont noirs, mais ils n'ont pas les mêmes intérêts. Nous, ce qui nous importait le plus, c'était la lutte des classes, la lutte des intérêts et ça nous ne le perdions pas de vue. C'est la raison pour laquelle nous étions hostiles au panafricanisme. Le panafricanisme nous a séduits parce que tout simplement nous envisagions un État uni, mais quelques années plus tard nous nous posions la question de savoir si cette perspective d'un État continental était vraiment réaliste ?

Mais, on déplorait en même temps un phénomène propre aux personnes qui étaient dans l'espace français, c'est-à-dire la balkanisation. C'est cela qui a renforcé cette idée de panafricanisme, c'est-à-dire que nous pensions que nos États n'étaient pas viables s'ils sont divisés. Mais ce n'était pas formulé de manière systématique en ces termes. Nous voulions régler le problème par le panafricanisme, mais nous ne nous posions pas la question de savoir quels sont les obstacles réels et les facteurs favorables au panafricanisme. Parce que tout simplement tous ceux qui parlent de panafricanisme n'avaient pas les mêmes intérêts et leurs idées ne correspondaient pas du tout à l'unité du continent. Chacun veut être Pape chez soi et ne veut point être second ailleurs.

Par conséquent nous avons eu un problème extrêmement sérieux pour nous en sortir par la suite. L'Afrique est l'un des continents qui compte plus d'États au monde. 53 États c'est ahurissant.<sup>7</sup>

Des états de 500 000, de 1 000 000, de 2 000 000 habitants qu'est-ce que cela représente dans le cadre du capitalisme dans lequel nous étions intégrés ! Mais absolument rien. C'est dans ce cadre que nous sommes entrés dans le panafricanisme. C'est par le biais des discussions autour de ce concept que nous avons pensé à l'indépendance du continent africain. La mystique de l'idée de l'unité des pays africains a été tellement poussée au point que par exemple nos amis du Mouvement de libération nationale (MLN) dirigé par Joseph Ki-Zerbo et Albert Tévoédjéré ont noué un dialogue avec nous du PAI. Nous défendions l'indépendance avant toute tentative d'unité continentale. Par contre, les membres du MLN militaient quant à eux pour une union. Ils pensaient qu'il fallait sacrifier

l'indépendance en attendant que les Africains soient prêts. Voilà le thème général de la discussion que nous avons eue au congrès de 1958.

A ce congrès il y avait eu beaucoup de discussions. Ces discussions ont débouché sur une conférence prononcée par Babacar Bâ, l'ancien ministre des finances du Sénégal. Le thème tournait autour du socialisme africain. Il donnait dans son exposé l'exemple des « *Dampés* du Dahomey » comme modèle du collectivisme africain. Il disait, en fait, que c'était ça le socialisme africain. Ousmane Camara en a profité d'ailleurs pour leur régler leurs comptes. Ce jour là il s'est, vraiment, dépassé dans l'attaque et la critique effective de cette position du MLN. Cette sortie n'a pas manqué d'envenimer les relations entre le PAI et le MLN. Le MLN voulant un socialisme authentique et pas un socialisme dit scientifique que mon ami Amadou Dicko récusait. Il était un professeur d'espagnol, un voltaïque, membre actif du mouvement de Joseph Ki-Zerbo. Il avait une belle plume. Il avait écrit un ouvrage qui s'intitule *Journal d'une défaite*. Il avait été préfacé évidemment par Joseph Ki-Zerbo.

Nous avons fait un long voyage en Chine ensemble. Nous sommes restés ensemble deux mois pour visiter la Chine populaire. Mais il commençait à être déçu par ses camarades disant qu'ils étaient plus intéressés par les affaires que par la révolution à proprement parler. Mais Dicko attaquait aussi les gens du PAI en soutenant qu'ils ne sont ni marxistes, ni léninistes, ni conséquents. Il avait l'art de la plaisanterie et avait un humour caustique.

A cette époque, on était au cœur des querelles idéologiques entre ceux qui étaient considérés comme des catholiques et nous. En effet, la caractéristique essentielle du MLN c'est que le mouvement a été créé par des chrétiens, mais beaucoup de musulmans y ont adhéré. C'est le cas de Cheikh Hamidou Kane, Babacar Bâ, Amadou Sow, Mamoudou Touré, Mbaye Mbengue. Pas mal de gens ont adhéré, mais je pense que c'était en réaction contre le marxisme-léninisme. L'Église avait une certaine cohérence de ce point de vue-là, parce qu'elle avait des organisations qui se défendaient contre le communisme à travers le MRP... Mais signalons que l'Église avait aussi un rapport de complicité avec la colonisation, situation qui n'était pas facile à endosser. Et tous ces catholiques voulaient montrer qu'ils étaient nationalistes. Joseph Ki-Zerbo et Albert Tévoédjéré soutenaient que c'est compatible. Ils avaient un complice dahoméen qui s'appelle l'abbé Robert Sastre qui leur démontrait qu'on pouvait croire en Jésus et être africain. Tout cela ressort dans leur littérature qui se retrouve dans *Tam-Tam*. C'est un journal des étudiants catholiques dont le siège était rue Thibaut dans le 14<sup>e</sup> arrondissement près d'Alésia.

Durant toute cette période, les Robert Cornevin donnaient des conférences auxquelles nous assistions. Les débats étaient assez houleux et portaient sur des questions de l'avenir de l'Afrique, l'indépendance et le système social à adopter. Non seulement nous nous soucions de l'indépendance, mais en même temps aussi le statut social nous préoccupait. Nous, nous posions la question cruciale de savoir une fois indépendants, qu'allons-nous faire ? C'est la raison pour

laquelle on comprend qu'après les indépendances beaucoup de gens aient attaqué le colonialisme, mais ils étaient devenus les alliés de gens de l'extérieur et ça, celui qui l'exprime de manière vigoureuse avec beaucoup de conviction, d'intuition si je peux dire, c'est Frantz Fanon l'auteur de *Les damnés de la terre*<sup>8</sup>. Un ouvrage qu'il faut saluer parce que c'est vraiment un ouvrage essentiel qui a théorisé le devenir des pays africains après les indépendances et particulièrement le FLN algérien.

Je pense qu'il faut rendre hommage à Frantz Fanon. Il a pu réaliser ce travail théorique sur la base de sa formation de psychanalyste, de philosophe et aussi en tant que bon militant antillais. C'est lui qui a « pataugé » pendant longtemps dans la négritude, mais qui a réussi à se dégager par la suite. Malheureusement il est mort jeune à l'âge de 36 ans seulement. Il n'avait pas « décoché » toutes ses flèches. C'est regrettable pour un esprit aussi fécond et qui vivait à une époque aussi cruciale de notre devenir continental.

**A. Ngaidé :** Quels auteurs, philosophes et idéologues, prédominaient dans vos discussions ? Et à quelles conclusions aboutissiez-vous dans vos débats ?

**A. A. Dieng :** Les philosophes ! Vous savez, là il y a une grande pauvreté de l'esprit de la part des jeunes intellectuels de l'Afrique occidentale comparés à ceux de l'Afrique centrale : « l'Afrique des Bantous » comme on a l'habitude de dire. La philosophie n'était pas appréciée en Afrique occidentale. En effet, l'esprit philosophique n'était pas très développé. Il faut rechercher les véritables raisons de cet état de fait. Par contre, les intellectuels chrétiens avaient la Bible. Et la religion chrétienne avait maille à partir avec les philosophes grecs, à utiliser les idées des philosophes comme par exemple Platon, Plotin, Saint-Thomas d'Aquin, Aristote... Tout cela a joué en faveur de ces intellectuels d'Afrique centrale. Ensuite l'existence de grands séminaires est un facteur favorable à la réflexion. Enfin, la philosophie est considérée comme une discipline qui nie l'existence de Dieu chez les musulmans d'Afrique occidentale.

Nous, au contraire, on se contentait de Politzet et une fois qu'on l'a récité et après avoir lu Mao *A propos de la contradiction*, on se croyait détenteur du viatique philosophique nécessaire pour affronter le monde bouillant des débats de l'époque. Mais un auteur fascinait beaucoup les étudiants africains : c'est Roger Garaudy dont j'ai parlé tantôt. Il avait l'art de la pédagogie dans le sang. Il savait rendre les choses complexes accessibles et on voyait dans tous les rayons des bibliothèques des étudiants africains *Les cinq essais humanistes* et *Les perspectives de l'homme*. Les gens lisaient un tas d'ouvrages rédigés par Roger Garaudy.

À l'époque, on sentait que Sartre n'avait pas beaucoup de respect pour lui. Il ne le considérait pas du tout comme un véritable philosophe. D'autant plus qu'il ne maîtrisait pas la langue des philosophes : l'allemand. Il s'était orienté vers le russe.

En effet, il a soutenu une thèse sur la liberté, pour accéder au titre de docteur, en Union soviétique. On assistait aux débats organisés par le Parti communiste et qu'on appelle la Semaine de la pensée marxiste qui se tenait à la Mutualité avec les philosophes comme J.-P. Sartre, les Jean-Pierre Vigier, certains

physiciens comme Gilbert Mury. Je pense que tout cela a été très stimulant pour nous, avides que nous étions de connaissances. Cela nous a permis non seulement de nous familiariser avec les penseurs et les acteurs du marxisme, mais aussi de suivre les débats entre les marxistes. Je me souviens d'un ouvrage qui était beaucoup lu par les premières générations : *Les mésaventures de la dialectique* de Merleau Ponty. Le livre était vendu par les Éditions sociales. Je l'ai retrouvé d'ailleurs dans les affaires de mon ami Mamoudou Touré qui est loin d'être marxiste. Mais les gens lisaient des ouvrages qui leur permettaient de comprendre les idées qui agitaient notre temps. J'avais un ouvrage que les gens qui n'étaient pas marxistes lisaient aussi : *La question nationale et coloniale* de Staline. D'ailleurs on voit très bien que Cheikh Anta Diop s'y réfère dans *Nations nègres*, et notamment dans sa préface. Il défendait, qu'on ne devrait rien lui reprocher parce que Staline lui-même réclame la nation en insistant sur sa dimension culturelle.

L'Université nouvelle était aussi un lieu où on apprenait le marxisme à travers un certain nombre de leçons données par des professeurs ou alors pour nous familiariser avec l'histoire des sciences. Les conférences étaient, entre autres, organisées par Luce Langevin. J'ai suivi ces cours là et j'ai même gardé, jusqu'à l'heure actuelle, les brochures qui étaient publiées dans le cadre du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) que dirigeait Roger Garaudy. Je lisais aussi les petits ouvrages qui étaient publiés comme par exemple les ouvrages du philosophe Guy Besse sur la *Théorie et la pratique*. Nous avions à notre disposition un tas de publications ; sans parler de *France Nouvelle* qui était un hebdomadaire dans lequel écrivait les Yves Bénot. Nous avions aussi les *Lettres françaises* pour ceux qui s'intéressaient à la littérature avec Jean Marcenac qui était sous la coupe d'Aragon. Il sera à l'origine d'un tas de problèmes entre Aragon et Aimé Césaire. En effet, il s'attaquera à Depestre en se moquant de lui parce qu'étant sous la domination d'un français qui venait nous ramener au sonnet et le présentant comme quelque chose de national.

Donc nous avions des discussions intéressantes sur les possibilités d'émergence d'une poésie nationale en Afrique et la revue *Présence Africaine* répercutait ces différents débats dans ses colonnes.

- A. Ngaïdé :** Dites-nous comment le panafricanisme s'est diffusé parmi cette diversité quand on sait que la fragmentation des appartenances et les contradictions des uns et des autres pouvaient gêner une idée unificatrice des aspirations ?
- A. A. Dieng :** Chacun interprétait son panafricanisme comme je l'ai déjà dit. En effet, certains le considéraient comme un bouclier contre le communisme. Je pense que c'est par anticommunisme que beaucoup sont devenus panafricanistes. Donc l'enjeu était important. Toutes ces discussions nous ont évidemment permis d'entrer en contact avec Nkrumah. Mais déjà en 1958, Nkrumah avait commencé à se comporter comme un chef d'État africain. C'est-à-dire, qu'il a changé, sous le coup des félicitations, l'encensement comme étant le premier pays d'Afrique noire en dehors de l'Éthiopie et du Liberia à être indépendant.

Nkrumah est finalement devenu un mystique. D'ailleurs, il s'appelait le rédempteur : *Asagyefo*. Par la suite, il a entretenu le culte de la personnalité qui a finalement coûté trop cher à son régime.

Nous avons fêté avec beaucoup de faste l'indépendance du Ghana aussi bien à Dakar qu'à Paris. Nous avons envoyé une délégation avec Charles Diané qui en a fait un compte-rendu intéressant, lumineux et poétique en même temps.

Nkrumah convoquera la « All peoples conference » (La conférence des peuples). Mais il faut rappeler que contrairement à l'ambiance du moment, Nkrumah préférerait mener une lutte pacifique à l'image du Mahatma Gandhi. Nous, nous étions en pleine guerre avec l'UPC, le FLN dont les combattants luttent contre les Français. Lui se permet de nous sortir la doctrine de la non-violence ! C'est pourquoi nous l'avons contesté à l'époque. Je me souviens, je suis revenu de cette conférence, j'ai fait le compte-rendu au congrès de la FANF le 26 décembre alors que la conférence s'est tenue le 13 du même mois. On était aussi gêné par la sympathie qu'il manifestait pour Israël, attitude qui heurtait la conscience des Arabes.

Notons-là toutes ces contradictions internes qui apparaissent et qui auront des répercussions incalculables sur les futurs rapports entre les États. D'ailleurs cela explique, en partie, pourquoi les conférences ne se tiennent plus au Caire, mais plutôt à Conakry et à Accra : une réaction, si vous voulez, du monde noir contre le monde arabe.

Généralement ce sont des contradictions qu'on tait mais qui ont, à un moment donné, bloqué les solidarités. Il faut avoir vécu toute cette période pour comprendre l'importance des débats, leur orientation et leurs influences sur les relations bilatérales. Ce n'est écrit nulle part, mais il est bon de comprendre cette situation. C'est ce qui explique, en partie, la tenue de la *All peoples conference*. Nous avons représenté la FEANF et l'UGEA à la conférence Afro-asiatique de Conakry tenue en avril 1960 avec la présence d'Anouar El Sadate, de Ben Barka et aussi de Frantz Fanon qui était ambassadeur du FLN à Accra.

La FEANF et l'UGEA ont fait une déclaration commune à cette conférence. Ce fut une occasion pour moi de rencontrer pour la première fois Félix Moumié, un des dirigeants de l'UPC. Je me souviens encore d'un chèque qu'il m'a remis pour que je puisse le toucher à Dakar où je devais faire une escale avant de rentrer en France. C'est à la même époque que j'ai suivi une grande conférence donnée par Cheikh Anta Diop à l'école Clémenceau sur l'Égypte nègre avec évidemment la présidence de Lamine Guèye qui le présentait comme un savant et un digne fils de l'Afrique.

- A. Ngaidé :** Pensez-vous que les concepteurs du panafricanisme avaient des ambitions réelles pour réclamer l'indépendance ou des intentions dissimulées pour faire passer un message autre que celui de l'indépendance du continent africain ?
- A. A. Dieng :** Ceux qui utilisaient le panafricanisme voulaient l'indépendance comme les autres. Mais l'indépendance à la condition qu'on ne devienne pas pays

communiste. Il y avait même une idée de capitalisme national qui n'était en fait qu'un simple rêve, une illusion. Parce que le capitalisme mondial, ne pouvait permettre l'émergence d'un capitalisme local. C'est là où se trouve la plus grosse difficulté.

L'époque était aussi une période où l'on discutait de la possibilité d'encourager la naissance d'une bourgeoisie nationale africaine, le terme étant d'ailleurs peu clair. Parce que la bourgeoisie nationale suppose l'existence d'une nation or on se demandait si les pays africains étaient des nations ou pas. C'était une question sur laquelle il n'y avait ni beaucoup d'études ni beaucoup de réflexions dignes de ce nom. On l'utilisait comme cela, mais par la suite le maoïsme est venu apporter quelques précisions en explicitant ce qu'était la bourgeoisie nationale et ce que représentait la bourgeoisie compradore.

Notons seulement qu'il y avait des gens qui étaient très rétifs devant l'utilisation de ces termes parce qu'ils signifiaient, pour eux, tout simplement le communisme. D'ailleurs Senghor a joué sur cela pendant très longtemps en parlant du marxisme « sinisé » par Mao. Il prônait une lecture africaine du marxisme-léninisme.

Senghor voulait que l'Afrique soit dans la Communauté franco-africaine et il était même pour l'Eurafrique. C'est-à-dire une Afrique complément de l'Europe et non pas rivale de l'Europe. L'Afrique serait à la batterie culturelle et les Européens seraient à la pointe de l'industrie. Et cela apparaît, d'ailleurs, dans ses poèmes. « Le sang noir dans tes veines qui dérouté tes articulations d'acier au sexe de buisson ardent ». Ça c'est du Senghor. Par la suite, Senghor arrivera à cette notion de panafricanisme à cercles concentriques. Parce qu'il était attaché à la francophonie et l'expérience l'a bien démontré. Il est mort académicien français ! Il est mort aussi président de la francophonie. Donc Senghor, par la position même qu'il prenait, n'était pas toujours d'accord avec les autres chefs d'État africains. Il représentait vraiment la France. Il soutenait que la langue française est comme de la confiture dans sa bouche. Il parlait même d'un Commonwealth à la française.

Toutes ces choses me paraissent importantes et la jeune génération doit réfléchir sur cette période dont les conséquences sont encore visibles. Qu'est-ce que cela veut dire ? Elle ne connaît pas un certain nombre d'auteurs par exemple l'allemand Antonin Ziska qui a écrit un ouvrage qui s'appelle : *L'Afrique complément de l'Europe*. C'est-à-dire que l'Afrique doit rester agricole et les Européens s'occuperont d'industrie. Comme Senghor parle de la raison et de l'émotion : on peut symboliser l'émotion par l'agriculture, la raison par l'industrie.

Dans le contexte de l'époque, je pense qu'il faut saluer ce que Cheikh Anta Diop a fait, c'est-à-dire insister sur la nécessité d'industrialiser nos propres pays. En cela, il a tiré les leçons du mercantilisme et singulièrement du colbertisme. Il était anti-Colbert dans la mesure où il était contre le Pacte colonial qui stipule que l'Afrique ne doit pas avoir des industries, mais en même temps il est pour l'industrialisation des colonies comme le voulait Colbert aussi pour la France.



Cheikh Anta Diop a un double visage ici qui était venu à propos. Ce double visage se déclinait comme suit : être colbertien et anti-colbertien mais tout cela dans l'intérêt suprême de l'Afrique. C'est-à-dire que l'Afrique a besoin de s'industrialiser.

D'ailleurs, cela se ressent dans le titre de l'un de ses livres *Les fondements économiques et techniques d'un futur état fédéral* qu'il a changé par la suite et qui était le résumé de tout ce qu'il pensait. Mais, c'est cela qu'il faut retenir à mon avis. Mais aujourd'hui on ne parle plus d'industrialisation on ne parle que de l'agriculture.

On ne peut pas développer un pays sans industries ; ce n'est pas possible. Je n'ai jamais vu encore un pays dans le mode qui s'est développé sans industrialisation. Cela n'existe nulle part dans ce monde.

**A. Ngaidé :** Est-ce que cette question faisait l'objet de débats entre vous quand vous étiez en France ?

**A. A. Dieng :** Oui, cette dimension fascinait beaucoup de gens et cela a réuni des gens qui n'étaient pas prêts d'être réunis. Sur ce plan là les gens ne pouvaient pas attaquer Cheikh Anta Diop en tout cas ceux qui étaient du PAI. C'est d'ailleurs ce qui nous a donné un phénomène assez particulier au Sénégal : ça nous a produit un étudiant en médecine qui passait tout son temps à s'occuper de l'industrialisation du continent africain.

Oumar Wone disait : « *Diourbel amna sarbon* » (« Il y a du charbon à Diourbel »). Et il « bâchait » tous les livres qui étaient consacrés aux ressources minérales de l'Afrique. Cette année-là était une année sabbatique pour lui. En effet, il ne s'était pas consacré à ses études de médecine. Il n'a fait que bouquiner. Il a même tenu des conférences sur ces questions : par exemple sur la question de l'industrie. Tout cela le fascinait.

Je pense que cela peut paraître comme un détail, mais c'est important de le souligner pour voir la mentalité des gens de notre époque. Oumar Wane disait même qu'il y avait du pétrole au Sénégal mais les gens n'y croyaient pas du tout. Il avait lu le livre de Raymond Furon : *Les ressources minérales de l'Afrique*. Il passait tout son temps à la bibliothèque de la Documentation française située près des quais de la Seine.

Donc, l'orientation économique et les choix stratégiques pour rehausser l'économie africaine nous intéressaient à plus d'un titre. Nous n'étions pas dupes du tout face aux stratégies économiques et financières de la métropole et des conséquences qu'elles pouvaient avoir sur l'évolution future du continent.

**A. Ngaidé :** Les organisations syndicales des étudiants africains en France sont-elles issues de ces discussions idéologico-politiques à la veille des indépendances ?

**A. A. Dieng :** En fait, ce sont les difficultés matérielles consécutives à la deuxième guerre mondiale qui ont favorisé la naissance des syndicats étudiants. Ils étaient, au départ, corporatistes et donc défendaient les intérêts matériels (logements,



bourses...) et moraux des étudiants. On vivait dans le monde du ravitaillement qui existait encore après la guerre. On dénombrait l'existence de beaucoup de gens qui étaient tellement affaiblis qu'ils avaient contracté la tuberculose au point que bon nombre d'entre eux se sont retrouvés dans des sanatoriums. Il n'y avait pas d'organismes pour s'occuper d'eux parce que tout simplement tout cela était nouveau : l'envoi massif d'étudiants africains en France. Cette situation a permis aux étudiants de s'organiser comme toute minorité le ferait pour résoudre ses problèmes spécifiques. C'est comme cela que sont nées des associations qui avaient pour première vocation de répondre à des exigences purement corporatives. Elles s'occupaient de bourses, de logement surtout car il était difficile pour se loger en France à cause du racisme ambiant de l'époque. Mon Dieu, ce n'était pas facile de se loger !

Dans les cités universitaires il y avait des quotas, donc les places étaient trop limitées. Je pense que ce sont ces facteurs là qui ont permis au mouvement étudiant de se « corporatiser » d'abord et ensuite de se rendre compte que tout problème de subsistance et de bourse pose, en définitive, de réels problèmes politiques. Le système colonial n'était pas favorable à l'idée d'octroyer des bourses aux étudiants africains pour poursuivre leurs études en France.

J'en profite pour dire que c'est dans ce cadre qu'il convient de souligner l'acte généreux de Lamine Guèye qui a octroyé systématiquement des bourses à des gens qui n'avaient pas le niveau du baccalauréat.

Il disait toujours : « Envoyez 1000 étudiants et 10 réussiront, les autres ne réussiront pas certainement, mais ils auront au moins l'avantage de découvrir que le Blanc est comme le Noir. Il peut être paralytique (« *lafagne* » en wolof) comme tout homme ». Il disait au moins que ce serait un gain psychologique extraordinaire pour les Africains. Ce qui était, en partie, totalement vrai. C'est lui qui a envoyé tous ces élèves et étudiants qui sont devenus par la suite des avocats et des personnalités importantes sur l'échiquier national. Ce ne sont pas les bourses du Gouvernement général, ni celles du gouvernement du Sénégal, mais celles de la mairie de Dakar qui ont permis à beaucoup d'étudiants africains de poursuivre des études supérieures en France.

La mairie de Lamine Guèye a envoyé pas mal de jeunes gens comme Cheikh Anta Diop, Cheikh Boubacar Fall, Valdiodio Ndiaye, Ndiaye Boubacar Guèye Yaguemar, Charles Diallo un guinéen, etc. Ils étaient tous des boursiers de la municipalité de Dakar. D'ailleurs, c'est pourquoi, les agents de la mairie sont très fiers de montrer le journal de l'AOF dans les colonnes duquel était publiée la liste des boursiers de la mairie de Dakar. Après la mairie de Rufisque a commencé à imiter celle de Dakar mais dans des proportions moindres : une ou deux bourses par an.

La mairie de Saint-Louis aussi leur emboîtera le pas en octroyant, à son tour, des bourses. Toute cette politique de promotion des étudiants a joué un rôle très important dans la formation de la première élite sénégalaise. C'est pourquoi vous voyez beaucoup d'élèves des lycées et collèges partirent en France

à partir de la 4<sup>e</sup> classe. C'est d'ailleurs pourquoi, ils ne pouvaient pas faire l'université. Ils entraient dans des écoles d'électricité : Bréguet, Charliat, Ampère... Il y en a même qui sont devenus des personnalités et qui étaient réparateurs de radios. Je n'ose pas citer des noms. Mais enfin le monde des élèves et des étudiants africains devenait hétéroclite.

Il faut noter aussi que beaucoup en ont profité pour passer le baccalauréat. Parce qu'après la guerre, il y a eu beaucoup de sessions spéciales. Il suffisait d'avoir été militaire pour faire la licence en un an et demi. C'était un décret présidentiel français qui le permettait. Lamine Guèye en a bénéficié. Beaucoup de nos avocats en ont bénéficié. Ils ne sont pas restés plus de deux ans. Parce qu'il fallait avoir quatre certificats pour obtenir la licence en dehors de la propédeutique.

Beaucoup en ont profité parce qu'ils étaient déjà avancés en âge surtout s'ils avaient été militaires car, comme je l'ai dit, ils avaient droit à cette faveur.

Donc, le syndicalisme étudiant est né dans le sillage des revendications « logistiques », mais vite il allait investir la politique.

**A. Ngaidé :** J'imagine que des étudiants français ou d'autres nationalités étaient très proches de vous. Quels types de débats tenaient-ils avec vous ?

**A. A. Dieng :** C'est le Parti communiste français à travers son organisme l'Union des étudiants communistes (UEC) qui nous était le plus proche. Les étudiants du Parti Communiste étaient dans le comité anticolonialiste qui regroupait pratiquement tous les ressortissants des colonies françaises : les Antilles, la Réunion avec Maître Vergès qui était un leader. Il a été d'ailleurs secrétaire général du Comité anticolonialiste. Il existait un comité « anti-colo » qui était fréquenté par Ousmane Camara et par Fara Ndiaye. Il y avait un représentant français qui avait rompu avec le Parti communiste Philippe Robrieux qui a écrit des livres contre le Parti Communiste montrant combien ils étaient déviationnistes et pro-colonialistes. Donc, ce sont ces rapports que nous avions avec les Français.

À un moment donné, nous avons rompu avec l'UNEF parce qu'elle ne voulait pas se prononcer sur le problème colonial. Nous avons repris les relations avec eux, mais il n'en reste pas moins vrai que nous avions des relations plus suivies avec les jeunesses communistes françaises. Les gens vivaient à l'écart de la société française. Ils étaient dans la cité et ils avaient rarement les occasions de rencontrer les Français sauf bien sûr dans les facultés.

**A. Ngaidé :** Parlez-nous de la naissance de la FEANF.

**A. A. Dieng :** La FEANF est née à la suite de l'initiative de cinq sections d'académie comme on les appelait à l'époque : Montpellier, Lyon, Paris, Bordeaux, Toulouse. Ce sont elles qui se sont réunies pour créer un organisme fédérateur. Les gens étaient organisés sur le plan académique et territorial. C'est-à-dire, qu'ils appartenaient à un territoire, mais ils étaient dans une académie. Dès lors, se

posa une question cruciale celle du : comment structurer la FEANF ? Fallait-il la concevoir selon le critère territorial (donc fédéral) ou académique ?

Donc, il y avait là une contradiction terrible. Il y avait deux tendances : la tendance des Sénégalais qui était très unitaire et qui voulait organiser la FEANF sur la base des sections académiques. Il y avait la tendance des Ivoiriens qui étaient anti-sénégalaise. Ils étaient pour l'organisation de la fédération sur la base des sections territoriales (thèse défendue par Lamine Diabaté par exemple). D'autant plus que leur territoire est un territoire relativement riche. Ils recevaient des subventions extrêmement importantes et ils ne voulaient pas les partager avec les autres. Heureusement que nous avons trouvé un compromis dans la direction de la FEANF en prenant des Togolais, des Camerounais comme président et non pas des Sénégalais. Parce que les Sénégalais occupaient presque tous les postes au départ.

La FEANF a été créée en 1950 sur l'initiative de groupes comme le Groupement africain de recherches économiques et politiques (GAREP) qui était dirigé par Abdoulaye Ly, ensuite par les étudiants RDA qui étaient dirigés par Cheikh Anta Diop à cette époque là. Mais le premier dirigeant des étudiants RDA est un guinéen, Nki Traoré, élève à Scientia qui sera remplacé par Cheikh Anta Diop et ensuite Cheikh Bruno Claver qui est un ivoirien. Ils ont pu réussir à créer ces organismes sur la base du strict respect de leur orientation apolitique. En effet, la pratique politique divisait les étudiants africains.

Le congrès de constitution était prévu à Toulouse et finalement il s'est tenu à Bordeaux où il y avait beaucoup de médecins africains comme Hamelon qui était le doyen des étudiants. Quelques uns d'entre eux étaient même les correspondants de certains élèves qui étaient au Lycée comme certains tchadiens Vertu et Bonnot qui a été finalement assassiné à Paris. On a chargé une petite commission de trois personnes Louis Atayi, Amadou Makhtar Mbow... pour s'occuper de la déclaration de la FEANF à la Préfecture de Paris. Et le premier congrès s'est tenu à Paris en avril 1951 et c'est au cours de ce congrès qu'on a nommé Solange Faladé<sup>9</sup> une dahoméenne, venue en France dans les années 1935 avec sa sœur et qui deviendra, par la suite, psychiatre qui sera d'ailleurs du côté des personnes ayant défendu les thèses de Lacan. Elle a même hérité de la bibliothèque de Lacan. C'est la première femme militante. Elle voulait faire pédiatrie, mais elle a préféré dévier vers la psychiatrie. D'ailleurs, elle a fait un an de stage à Dakar pour se familiariser avec les problèmes d'hygiène mentale.

A son retour en France, elle avait ouvert un petit cabinet du côté de la rue du Pont pas loin du Quartier Latin sur les bords de la Seine avec Roger Bastide et mon ami qui est décédé et qui a été un des témoins de mon mariage : le professeur Babacar Diop qui était psychiatre. Je vous ai parlé de la manière dont la FEANF est née. Mais elle va se consolider vers les années 1956. Cette année consacre son adhésion à l'Union Internationale des Étudiants (UIE) pour la première fois. Cette adhésion a suscité un grand débat dans la mesure où l'UIE était considérée comme un organisme communiste.

## Notes

1. Lire le livre d'Achille Mbembe, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, Paris, Karthala, 1996.
2. Tragédie en cinq actes et en vers de Jean Racine (1677).
3. Voir la seconde édition « profondément remaniée » publiée en 1963, Paris, PUF, 529 p.
4. Cet ouvrage a été réédité en 2003 à l'Harmattan.
5. Connue comme championne de France en saut après avoir battu Damaciot.
6. *Les grands combats de la FEANF. De Bandung aux indépendances 1955-1960*, Paris, l'Harmattan, 2009, 267 p., Voir annexe n° 3, pp. 209-219.
7. En fin janvier 2010 un référendum organisé au sud Soudan consacre la naissance du 54<sup>e</sup> état africain.
8. Plusieurs fois réédité. Voir publication de 1981 dans la Petite collection Maspero.
9. Elle a été enterrée à Cotonou.

